

## La voix de l'opposition de gauche

**Le 28 août 2018**

### **CAUSERIE ET INFOS**

J'ai modifié l'image illustrant l'actualité en rendant hommage à McCain, c'est le Ministère de la Vérité qui me l'a imposé, mais je ne suis pas sûr qu'il appréciera !

Je retirerai les morceaux de musique mis en ligne au fur et à mesure que ma fille les aura téléchargés, disons au bout de 3 ou 4 jours. Au moins le portail sert à quelqu'un !

• [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

### **Parole d'Internaute.**

1- "Le problème de Chavez est d'avoir fait du socialisme à l'européenne, c'est-à-dire du social mais garantissant toute liberté d'enrichissement du privé...l'animal se retourne maintenant contre Maduro avec l'appui des US qui ne peuvent pas lâcher une telle occasion."

LVOG - Confusion. Vous vouliez dire du socialisme... sans socialisme, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

2- Quand on constate "l'hommage" scandaleux rendu par Macron, Le Drian et consorts à Mac Cain, un des néocons US les plus radicaux qui a oeuvré durant des décennies à promouvoir des changements de "régimes" dans nombre de pays "ennemis de la démocratie" par la guerre, nos gouvernants démontrent avant tout leur allégeance au parti de la guerre.

LVOG - C'est le parti de la guerre qui gouverne depuis plus de deux siècles, réveillez-vous...

### **Pas étonnant que le parti fasciste ne parvienne pas à recruter aux Etats-Unis, les partis républicain et démocrate s'en chargent.**

- Vietnam, Irak, Syrie : qui était vraiment John McCain, «héros» regretté par l'exécutif français ? - RT 27 août 2018

Plusieurs membres de l'exécutif français, chef de l'Etat en tête, ont rendu hommage au sénateur républicain. Qualifié de «héros américain», John McCain était partisan d'un interventionnisme américain sans limite.

Dans le sillage de nombreuses personnalités politiques américaines, plusieurs membres du gouvernement français ont tenu à saluer la mémoire du sénateur républicain John McCain, décédé le 25 août des suites d'un cancer du cerveau.

«John McCain était un vrai héros américain. Il a consacré sa vie entière à son pays. Sa voix manquera. Nos pensées respectueuses vont à ses proches», a tweeté le 26 août, en anglais, le chef de l'Etat français Emmanuel Macron.

Le ministre des Armées Florence Parly a usé de termes similaires pour rendre hommage à celui qui fut candidat à la Maison Blanche. Elle a notamment affirmé que ce dernier avait «inspiré des générations de part et d'autre de l'Atlantique».

Même tonalité du côté de Jean-Yves Le Drian. Le ministre des Affaires étrangères a entre autres regretté la disparition d'un «analyste subtil de la vie internationale».

Au cours de sa longue carrière politique, l'ancien sénateur de l'Arizona a notamment été un fervent partisan de l'interventionnisme américain à travers le monde. En 1999, alors que Bill Clinton est à la tête des Etats-Unis, il soutient les bombardements américains (et de l'OTAN) de cibles serbes pendant la guerre du Kosovo. Alors que l'ONU peine à imposer une solution politique au conflit, John McCain reproche au président démocrate de ne pas envoyer davantage de troupes sur le terrain.

Le journaliste Ben Norton a par exemple tweeté une carte datant de 2013 qui recense tous les pays dans lesquels «le belliciste» John McCain souhaitait voir «une intervention de l'armée américaine». (La liste : Syrie, Iraq, Afghanistan, Libye, Kosovo, Nigeria, Bosnie, Corée du Nord, Iran, Russie, Soudan, Mali, Chine. - ndlr)

En 2000, alors qu'il est candidat aux élections primaires du parti Républicain dans l'optique de concourir à l'élection présidentielle, il milite pour une politique internationale clairement interventionniste incarnée par son projet de «Refoulement des Etats voyous» (Rogue State Rollback). Ce projet consiste à appuyer financièrement et militairement les opposants politiques de différents dirigeants comme le Nord-Coréen Kim Jong-il et l'Irakien Saddam Hussein, au sein même de ces pays, désignés unilatéralement comme «voyous» par Washington. Fervent partisan de la guerre en Irak

Trois ans plus tard, en 2003, les Etats-Unis de Georges W. Bush adoptent une ligne politique interventionniste, proche de la sienne, et décidant d'envahir l'Irak sous le prétexte de la présence sur place d'«armes de destruction massive». Malgré l'opposition de trois membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine, la France et la Russie), l'ONU ne peut empêcher l'intervention américaine unilatérale en Irak.

Outre les centaines de milliers de morts du conflit, l'invasion américaine a conduit à l'effondrement de ce pays, et plus largement du Moyen-Orient, avec notamment la multiplication des attaques terroristes. C'est entre autres durant cette guerre qu'Abou Bakr Al-Baghdadi, futur numéro un de l'organisation djihadiste Daesh, a fait ses armes, passant cinq ans dans une prison américaine.

Alors que l'intervention de Washington se révèle être un fiasco, John McCain s'oppose au départ des troupes américaines décidé par Barack Obama, face à qui il échoue lors de l'élection présidentielle de 2008. Sa position : les Etats-Unis resteront en Irak «cent ans s'il le faut».

Le journaliste américain Michael Tracey rappelle sur son compte Twitter : «Souvenez-vous quand [John] McCain a suggéré en 2008 que l'armée américaine reste 100 ans en Irak, ce pour quoi il a été largement fustigé.»

Défenseur acharné des frappes de l'OTAN en Libye

En 2011, en Libye, John McCain soutient, une fois encore, l'interventionnisme américain dans le cadre de l'intervention militaire menée par l'OTAN. S'il ne défend pas alors l'idée d'une intervention au sol, il appelle à une intensification des bombardements.

En outre, six mois avant la mort du leader libyen Mouammar Kadhafi, il se rend à Benghazi, fief de départ de l'insurrection armée (dont une partie comprenait une antenne locale d'al-Qaïda, AQMI) d'où il appelle la communauté internationale à reconnaître le Conseil national de transition libyen. Sept ans après le début du conflit, et malgré les tentatives de médiations internationales, deux autorités se disputent aujourd'hui le pouvoir dans un Etat failli. D'un côté, le gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli. De l'autre, une autorité

exerçant son pouvoir dans l'est du pays, avec à sa tête le maréchal Khalifa Haftar qui tient sa légitimité de ses succès militaires.

#### Fervent soutien des rebelles syriens

La même année, alors que la Syrie est également secouée par des protestations, John McCain prend position en faveur d'un départ du président syrien Bachar el-Assad. Pour parvenir à cet objectif, il se fait le partisan d'une aide militaire aux rebelles syriens (en grande partie islamistes) restant ainsi fidèle à sa ligne en matière de politique internationale évoquée une décennie plus tôt. La crise se mue rapidement en guerre et l'influence de Daesh dans le pays, se fait grandissante.

Là encore, John McCain se rendra sur place pour rencontrer les insurgés, appelant à leur fournir des armes lourdes. Après avoir diffusé un cliché de ses rencontres, il sera accusé dans la presse d'avoir pris la pose avec des rebelles ayant participé à l'enlèvement de 11 pèlerins chiites en Syrie.

Pas à une polémique près, John McCain accusera le président Barack Obama d'être «directement responsable» de la fusillade d'Orlando en 2016, revendiquée par Daesh. «Lorsque [Barack Obama] a retiré tout le monde d'Irak, al-Qaïda s'est rendu en Syrie, est devenu Daesh et Daesh est aujourd'hui ce qu'il est grâce aux faillites de Barack Obama», justifiera-t-il.

#### Virulent critique de la Russie

«Poutine n'est ni un ami, ni un concurrent. Poutine est notre ennemi [...] Il a choisi de saper les démocraties autour du monde» tweetait le sénateur républicain le 12 juillet 2018.

Peu enclin au principe de non-ingérence dans les affaires d'autres Etats, John McCain était également connu pour son attitude vis-à-vis de la Russie. Le 16 mars 2017, alors que le sénateur républicain du Kentucky, Rand Paul, s'oppose au projet de loi sur l'adhésion du Monténégro à l'Alliance atlantique, John McCain n'hésite pas à l'accuser de travailler pour Vladimir Poutine. Trois ans plus tôt, celui qui a apporté son soutien au mouvement du Maïdan, en Ukraine, avait estimé ainsi que la Russie n'était rien d'autre qu'une «station essence qui prétend être un pays».

Dans son dernier livre, John McCain accusait Vladimir Poutine de vouloir mener un «assaut sur les fondements de la démocratie [américaine]». Il appelait également les autorités américaines à «cyber-bombarder» la Russie. Enfin plus récemment, en mai 2017, alors qu'il intervenait à la chaîne de télévision américaine ABC, le sénateur républicain a affirmé sans ambages que Vladimir Poutine demeurait «la première et la plus importante des menaces, plus encore que Daesh». RT 27 août 2018

#### **En complément. Les médias ont perdu l'un des leurs et le font savoir.**

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost 27 août 2018

#### **Les promesses n'engagent que les ignorants ou les naïfs qui y croient.**

- Quand le candidat Macron promettait de "préserver le niveau de vie des retraités" - Le HuffPost 27.08

C'était l'un des engagements phares d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017. Mais la promesse, martelée par candidat d'En Marche! à la présidentielle, de "maintenir" le pouvoir d'achat des retraités ne sera finalement pas tenue en 2019, ni en 2020. L'annonce faite dimanche 26 août de la désindexation pendant deux années consécutives des pensions de retraite par rapport à l'inflation vient d'atomiser le leitmotiv présidentiel, le fameux "je fais ce que j'ai dit".

Après la hausse de la CSG ponctionnant depuis janvier les pensions supérieures à 1200 euros, ce sont désormais tous les retraités (à l'exception des bénéficiaires du "minimum vieillesse") qui subiront une perte de pouvoir d'achat face à l'inflation, comme l'a calculé le HuffPost dans le détail.

...l'ancien ministre de l'Économie affirmait en mars 2017 sur France 2 au sujet des retraités qu'"il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat" s'il était élu. "Le niveau de vie des retraités, on doit le préserver" annonçait-il même dans un clip de campagne vantant les mérites de son projet de réforme des retraites

Lors du débat organisé par TF1 en mars 2017, Emmanuel Macron reprochait même à François Fillon (LR) de vouloir "faire des économies sur le dos des retraités" dans son projet présidentiel. Pourtant un an et demi plus tard, Édouard Philippe, le Premier ministre d'Emmanuel Macron, met l'accent sur les économies à réaliser afin de contenir les déficits publics. Et de faire peser notamment "sur le dos des retraités" le prix de la rigueur budgétaire. Le HuffPost 27.08

Je vous fais grâce des déclarations tonitruantes de Martinez (CGT), Pavageau (FO), Berger (CFDT), qui dans la foulée ont confirmé qu'il en faudrait plus pour qu'ils rompent leurs relations avec Macron et le gouvernement, leur collaboration serait plus appropriée... au saccage de nos droits sociaux. Ils se feront un devoir de le démontrer une fois de plus dans les semaines ou mois qui viennent. Et nous ne doutons pas que certains se chargeront de relayer leur bonne parole, il faut bien que la mystification continue pour que Macron applique tranquillement sa politique antisociale...

### **Une histoire de vases communicants.**

Extrait. Selon le ministère des Comptes publics, les recettes fiscales de l'Etat ont reculé de 2,4 % par rapport au premier semestre 2017 à périmètre constant. Compte tenu d'une inflation qui se situe à 2,1 % sur un an en juin dernier, cela signifie en réalité une baisse en volume de 4,5 %. Considérable : cela creuse un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, 0,6 point de produit intérieur brut (PIB).

Mais le plus inquiétant c'est la façon dont le gouvernement a engendré ce trou dans les rentrées fiscales. Les recettes des taxes qui pèsent sur les gens ordinaires - la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore l'impôt sur le revenu - augmentent en volume en 2018 par rapport à la même période de 2017.

Les recettes fiscales qui font chuter l'ensemble ne sont concentrées que sur l'impôt sur les sociétés d'une part, et les autres impôts d'autre part. Ceux-ci regroupent surtout les différentes formes d'imposition du capital : impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital... Or ce dernier poste chute à lui seul de 39 % en volume par rapport à 2017, l'équivalent de 10,5 milliards d'euros sur l'année.

Autrement dit, bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches... alternatives-economiques.fr 17.08

**En complément. Les prédateurs ne sont jamais à court d'idées quand il s'agit de vampiriser les pauvres, les retraités, etc. pour se faire du fric.**

- Rémunérer les donneurs de sang, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 27 août 2018

Ces matériaux de base, le sang et, plus précisément, le plasma, sont, eux, devenus les produits d'un commerce florissant pour les pays exportateurs, au premier rang desquels les États-Unis. LePoint.fr 27 août 2018

Sordide ! Ils osent tout, ils sont comme cela...

### **Le roïtelet a été recadré, l'affaire Benalla est passée par là...**

- Syrie : le maintien d'Assad serait une « erreur funeste », selon Macron - LeParisien.fr 27.08

Le président français Emmanuel Macron a jugé lundi qu'un « retour à la normale » en Syrie avec le maintien de Bachar al-Assad à sa tête serait « une erreur funeste ».

« Nous voyons bien ceux qui voudraient, une fois la guerre contre Daech achevée, faciliter un retour à la normale : Bachar al-Assad resterait au pouvoir, les réfugiés [...] retourneraient et l'Europe et quelques autres reconstruiraient », a déclaré le chef de l'Etat au cours de son discours annuel face aux ambassadeurs de France. (Il n'a pas osé citer Lafarge pour reconstruire la Syrie, dommage ! Quand on vous dit que les multinationales sont humaines, généreuses, des philanthropes, c'est tout de même étrange que personne ne veuille le croire... - LVOG)

« Si je considère depuis le premier jour que notre premier ennemi est Daech (acronyme arabe du groupe djihadiste Etat islamique, ndlr) et que je n'ai jamais fait de la destitution de Bachar al-Assad une condition préalable à notre action diplomatique ou humanitaire en Syrie, je pense qu'un tel scénario serait néanmoins une erreur funeste », a-t-il estimé. (Moins que de vous avoir au pouvoir ! - LVOG)

« Qui a provoqué ces milliers de réfugiés ? Qui a massacré son propre peuple ? Il n'appartient pas à la France de désigner les futurs dirigeants de la Syrie pas plus qu'à un autre pays mais c'est notre devoir et notre intérêt de nous assurer que le peuple syrien sera bien en situation de le faire » a-t-il ajouté. LeParisien.fr 27.08

Qui, mais vous qui a armé, encadré, conseillé, soutenu les barbares issus d'Al-Qaïda, certainement pas les Syriens qui les ont combattu héroïquement...

### **Tiens, là silence radio de Macron, comme c'est étrange. Normal, Macron participe à l'armement de l'Arabie saoudite.**

- Yémen : accords secrets entre la coalition saoudo-émiratienne et al-Qaïda - middleeasteye.net 14.08

"La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press. « La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP. Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition."

Fausse guerre contre al-Qaïda

La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press.

« La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP.

Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition. « À Shabwa, les paiements directs en espèces ont été faits aux éléments d'al-Qaïda », a constaté l'AP.

Ces deals ont été menés et conclus sous l'œil des Américains, qui, selon AP, ont évité de mener des frappes de drones dans les zones couvertes par les accords entre la coalition et al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), une des plus dangereuses branches de la nébuleuse créée par Oussama ben Laden.

### Fausse guerre contre al-Qaïda

L'enquête de l'agence d'information américaine démontre que, contrairement aux allégations de la coalition proclamant des victoires depuis deux ans contre al-Qaïda au Yémen et assurant avoir démuni ses capacités de frappes contre l'Occident, ces « victoires » se sont réalisées sans un seul coup de feu tiré.

« Le 22 avril 2016, des véhicules blindés, des camionnettes et d'autres véhicules transportant environ 3 000 éléments d'al-Qaïda sont sortis de Mukalla, la cinquième plus grande ville du Yémen et un important port sur la mer d'Oman. Deux jours plus tard, les forces soutenues par les Émirats arabes unis ont entamé la bataille et ont déclaré la victoire sur le groupe, qui dirigeait la ville depuis un an », rapporte AP. Un chef tribal de la région a déclaré à un journaliste de l'agence : « Al-Qaïda n'a pas été vaincu. Ces hommes ne se sont même pas battus ».

Un journaliste local de Mukalla, qui a requis l'anonymat par peur de représailles, a déclaré : « Nous nous sommes réveillés un jour et al-Qaïda avait disparu sans combat. »

« Nous n'avons pas vu de morts malgré la déclaration de guerre contre al-Qaïda. » Importantes sommes payées

« Nous n'avons vu aucune arrestation d'éléments terroristes », a déclaré un responsable de la sécurité yéménite à Shabwa, une autre localité concernée par l'accord entre la coalition et al-Qaïda. Un accord qui comprenait également le paiement de sommes importantes aux commandants locaux d'AQPA et à leurs hommes.

Autre cas de figure : au printemps 2016, quatre médiateurs tribaux ont négocié un accord pour l'évacuation des combattants d'AQPA d'une série de villes de la province méridionale d'Abyan, y compris la capitale provinciale de Zinjibar.

« La disposition centrale était que la coalition et les drones américains cessent tous les bombardements pour que les éléments d'al-Qaïda puissent se retirer avec leurs armes. Pendant presque une semaine, en mai, les hommes d'AQPA sont partis en camion. Le dernier jour, les combattants restants ont été conviés à un dîner d'adieu à la ferme de l'un des médiateurs. »

« Un négociateur d'al-Qaïda a déclaré que l'accord comprenait également une disposition visant à enrôler 10 000 éléments des tribus locales - dont 250 militants d'al-Qaïda - dans la force yéménite soutenue par les EAU », révèle encore AP, citant des sources de cette même force. middleeasteye.net 14.08

### Ils osent tout.

- Le chef de l'armée birmane doit être poursuivi pour "génocide", selon l'ONU - AFP

- Affaire Sentsov: Kiev poursuit Moscou devant la CEDH - L'Express.fr

L'Ukraine invoque l'interdiction de la torture, le droit à la liberté et à un procès équitable dans plusieurs arrestations contre ses ressortissants en Russie. L'Express.fr

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost

- Russie : Alexeï Navalny condamné à 30 jours de prison - LeParisien.fr

A ceux qui suggèrent qu'Alexeï Navalny aurait été arrêté et emprisonné en vue des manifestations du 9 septembre, le Kremlin répond par la négative. LeParisien.fr

Argument éculé : Sentsov s'en est déjà servi, alors qu'il est emprisonné... depuis 2015 !

### Accord en ioucedé.

- Les USA et le Mexique concluent un nouvel accord commercial - Reuters 27 août 2018

Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis et le Mexique s'étaient entendus sur un nouvel accord de libre-échange, qui se substitue à l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), avant l'ouverture rapide de pourparlers avec le Canada.

Le nouvel accord prévoit entre autres une augmentation de la part des composants d'origine américaine et régionale dans les voitures assemblées au Mexique.

Trump devrait notifier au Congrès d'ici la fin de la semaine son intention de signer un nouvel accord de libre-échange dans les 90 jours, ce qui laissera le temps à Enrique Peña Nieto de signer le texte avant la fin de son mandat.

L'annonce de l'accord Mexique-Etats-Unis a fait grimper les Bourses américaine, mexicaine et canadienne mais aussi européennes, dans l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales globales.

La Bourse de Mexico a atteint un plus haut de sept mois et le peso s'est raffermi d'environ 1,3% face au dollar, sa meilleure séance depuis plus d'un mois.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada représentent plus de 1.000 milliards de dollars (856 milliards d'euros) par an. Reuters 27 août 2018

Trump signe cet accord en ioucedé avec Nieto qui a fait preuve d'une vassalité sans faille vis-à-vis des Etats-Unis, avant que son successeur Andrés Manuel López Obrador entre officiellement en fonction le 1er décembre, craignant peut-être qu'il soit moins malléable ou qu'il soit plus gourmand, qui sait, pour le peuple mexicain, quelle abomination !